cerfa
n° 11559*01

questionnaire
maintien au régime français de sécurité sociale d'un travailleur salarié détaché hors du territoire français

(articles L 761-1 et 2 du Code de la sécurité sociale)

à compléter par l'employeur
qui adresse le 1er volet à l'organisme de sécurité sociale et remet le 2ème volet au travailleur

l'employeur

raison sociale :
adresse :
code postal commune
nature de l'activité de l'entreprise :
n° SIRET nombre de salariés : nombre de salariés détachés :

le salarié

- **son identification**

n° d'immatriculation :
nom de naissance *(suivi s'il y a lieu du nom d'épouse)* prénoms :
nationalité : ☐ française ☐ Espace Économique Européen ☐ autre, préciser laquelle :
adresse en France :
code postal commune
date d'embauche :

- **les membres de la famille qui accompagnent le(la) salarié(e)**

nom, prénoms : date de naissance :
nom, prénoms : date de naissance :
nom, prénoms : date de naissance :
nom, prénoms : date de naissance :

le détachement

État vers lequel le(la) salarié(e) est détaché(e) :
durée prévisible du détachement❶ : du au
nature précise du travail à accomplir :

- **l'entreprise d'accueil**

raison sociale :
adresse :

- **autres renseignements concernant le détachement**

- pendant le détachement, les salaires et cotisations sont-ils versés par vous ? oui ☐ non ☐
- le travailleur était-il, avant son départ, assuré d'un régime de sécurité sociale français ? oui ☐ non ☐
- si le travailleur a été détaché précédemment avec maintien au régime français de sécurité sociale auprès de la même entreprise, préciser la période de détachement : du au
- si le travailleur remplace un autre agent de l'entreprise précédemment détaché auprès de la même entreprise et revenu en France à l'expiration de la période de détachement, précisez cette période : du au

❶ en cas de prolongation du détachement, vérifiez auprès de la caisse primaire les formalités à accomplir en fonction du pays de détachement

attestation de l'employeur

certifié exact, le

signature de l'employeur	cachet de l'employeur

La loi 78.17 du 6.1.78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données y figurant.
La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations. (articles L377.1 du Code de la sécurité sociale, 441.1 du Code pénal)

S 3208